

La Cédéao a-t-elle aussi peu d'échanges commerciaux que les estimations officielles le suggèrent ?

Entretien avec Laurent Bossard, directeur du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) au sein de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

SZYMON Z. JAGIELLO

Lorsque l'on quitte Dakar et que l'on prend la route menant vers le Lac rose, on ne peut s'empêcher de constater qu'un nombre impressionnant de camions, ayant des immatriculations étrangères, empruntent la chaussée. Ce flux important donne le sentiment que des échanges commerciaux non négligeables existent entre le Sénégal et ses pays voisins. Pourtant, les estimations officielles liées aux échanges commerciaux dans les divers Communautés économiques régionales (CER) semblent brosser un tableau différent, avec des Etats africains commerçant peu entre eux. Dans le cas de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), par exemple, l'International Trade Center (ITC) estime qu'en « 2014, les échanges régionaux comptaient pour moins de 10 % des exportations totales de la région. » Cette estimation est-elle conforme à la réalité ?

Pour en savoir plus à ce sujet, *Forbes Afrique* s'est entretenu avec Laurent Bossard, le directeur du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) au sein de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

FORBES AFRIQUE : Le Nigeria est officiellement entré en récession fin

2016. Peut-on déjà noter des effets directs du ralentissement de son activité économique, notamment au niveau des pays limitrophes ?

LAURENT BOSSARD : Oui. Avec 75 % du produit intérieur brut (PIB) de la Cédéao, il est évident que lorsque le Nigeria tousse, c'est l'ensemble des pays de la zone géographique qui s'enrhument. A commencer par les Etats limitrophes, qui dépendent fortement de la santé économique nigériane et de sa monnaie, le naira. Le Bénin en constitue la meilleure illustration. La baisse du naira face au franc CFA pousse ainsi les consommateurs béninois à se fournir plus volontiers dans des villes telles que Lagos et les acheteurs nigériens à se faire plus rares sur le marché de Cotonou. Résultat, certaines activités économiques se sont effondrées, à l'image du marché des voitures d'occasion, dont l'essentiel de la clientèle était nigérien. De la même façon, les stations d'essence de la capitale béninoise n'ont plus de clients car le carburant nigérien est beaucoup moins cher. Tout ceci porte un grand coup à l'économie locale. On pourrait multiplier les exemples. Un géographe béninois, John Igué, a qualifié son pays « d'Etat entrepôt » du Nigeria. L'économie béninoise est effectivement une arrière-cour de l'économie nigériane.

«Un géographe béninois, John Igué, a qualifié son pays "d'Etat entrepôt" du Nigeria. L'économie béninoise est effectivement une arrière-cour de l'économie nigériane.»

Le club que Laurent Bossard dirige est une plateforme internationale de dialogue politique et d'analyses dédiée aux enjeux régionaux en Afrique de l'Ouest. Sa mission est d'accroître l'efficacité de l'action régionale dans l'espace commun et interdépendant constitué par les 17 pays de la Cédéao, de l'UEMOA et du CILSS.





Bureau régional de la Cédéao à Abidjan.

Pourtant, selon l'observatoire économique du MIT, le Bénin et le Nigeria ne semblent pas avoir beaucoup d'interactions économiques⁽¹⁾. Idem pour les autres pays de la Cédéao, où nombre de rapports accréditent l'idée d'une faible intégration régionale. Partagez-vous cet avis ?

L.B. : Absolument pas. La réalité est que l'économie régionale ouest-africaine est infiniment plus intégrée qu'on le croit. Le Bénin est inondé de produits en provenance du Nigeria. Nous faisons face à un double biais statistique. Le premier est lié aux énormes exportations de pétrole brut du Nigeria vers le reste du monde qui font mécaniquement baisser la part du commerce régional dans l'ensemble de la Cédéao. Regardez les chiffres du commerce extérieur des pays qui exportent peu de matières premières vers le reste du monde, vous verrez que l'essentiel de leur commerce extérieur se fait avec leurs voisins ouest-africains. Le deuxième biais est beaucoup plus important. Il réside dans le fait qu'on est tout simplement incapable de mesurer l'immense majorité des échanges qui ne sont pas déclarés. Nous avons la fâcheuse habitude de considérer que ce qui n'est pas recensé n'existe pas. Or nous savons que le maïs cultivé dans les pays sahéliers est principalement consommé sur la côte, que les oignons du Niger inondent les marchés d'Abidjan, que le poisson séché consommé à Accra vient du Mali, qu'on trouve l'huile de palme de Guinée dans les échoppes de Dakar... On pourrait multiplier les exemples à l'infini. Savez-vous que les migrations intra régionales sont six fois plus importantes en Afrique de l'Ouest qu'en Europe ? Le commerce suit les hommes. L'Afrique de l'Ouest est une région intégrée, mais elle l'est « par le bas » ; échappant aux radars statistiques. Le commerce régional est important et vivace ; mais il passe par une activité économique informelle ou « populaire », comme je préfère l'appeler.

Cette économie informelle ou « populaire » s'étend probablement à

La Cédéao est probablement l'organisation régionale qui a adopté le plus grand nombre de textes sur la libre circulation des personnes et des biens. Le cadre réglementaire régional est donc là, mais il est en décalage avec la réalité.

toute la sous-région. Que pensez-vous dès lors des conclusions du rapport 2016 de la Commission pour l'Afrique, qui classe la Cédéao à l'avant-dernière place africaine dans les indicateurs d'intégration commerciale ?

L.B. : Les indicateurs s'appuient sur des statistiques officielles incapables d'appréhender la réalité de l'économie populaire, qui occupe 80 % de la population ouest-africaine. Prenons l'exemple de l'économie alimentaire, c'est-à-dire de la production agricole et de toutes les activités en amont et en aval. Elle est le moteur de cette intégration régionale « par le bas », mais elle est très mal mesurée simplement parce que l'immense majorité de ses acteurs travaillent dans l'informel. Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest a néanmoins entrepris d'en évaluer la taille en partant de la valeur de la consommation. Nous disons aujourd'hui que cette économie est, de loin, le premier secteur économique en Afrique de l'Ouest, loin devant le pétrole ou les cultures

d'exportation. Elle représente plus d'un tiers de l'économie régionale et constitue le principal gisement d'emplois.

A la lumière de ces chiffres sur le secteur informel, on peut donc conclure que la Cédéao est plus intégrée commercialement que les analyses officielles peuvent le prétendre. Y a-t-il des obstacles qui empêchent de plus grands échanges commerciaux entre les pays ouest-africains ?

L.B. : La Cédéao est probablement l'organisation régionale africaine qui a adopté le plus grand nombre de textes sur la libre circulation des personnes et des biens. Le cadre réglementaire régional est donc là, mais il est deux fois en décalage avec la réalité.

Le premier décalage repose sur la persistance de différentiels de taxation de certains produits de part et d'autre de la frontière, sur l'arbitrage entre deux monnaies ou sur la contrebande de produits importés

du marché mondial. Ces flux – non déclarés par définition – sont en décalage avec les textes communautaires, mais s'expliquent par l'insuffisance de la convergence macroéconomique entre les pays de la région.

Le deuxième cas de figure s'appuie sur les complémentarités au sein du marché régional, entre les bassins de production et de consommation. Le problème ici n'est pas que les politiques s'opposent au développement du commerce. Au contraire, les pays d'Afrique de l'Ouest ont officiellement aboli les taxes douanières et les entraves au commerce. Dans les faits, il est que les administrations des douanes et de la police n'appliquent pas les textes pour toute une série de raisons. On voit ainsi se développer à grande échelle, un commerce « de contrebande » portant sur des produits autorisés. L'enjeu n'est pas de contourner les politiques, mais de s'adapter au mieux aux pratiques abusives des représentants de l'Etat, ou au non-respect par ces derniers de leurs engagements communautaires.

Comment expliquer cette méfiance apparente des pays de cette sous-région à l'égard d'un véritable marché régional intégré ?

L.B. : Tous les décideurs ouest-africains ne sont pas encore réellement convaincus que la suppression des barrières douanières produira plus d'avantages et de revenus financiers que le maintien du statu quo actuel. En outre, un certain nombre d'Etats – les « Etats entrepôts » – et un grand nombre d'opérateurs économiques n'ont pas intérêt à voir disparaître l'économie de contrebande. Mais ceci n'enlève rien au fait que l'Afrique de l'Ouest est une région commercialement intégrée. La grande question est celle de la « réconciliation » entre l'intégration par le bas et par le haut. Pour cela, il faut adapter les politiques aux réalités et pas l'inverse. **(1)**

⁽¹⁾ Selon l'Observatory of Economic Complexity du MIT, la part du Bénin dans les exportations totales africaines du Nigeria s'élève à 1,7 %.